

Etats-Unis/Politique

Trump va au clash, le combat de la destitution sera violent

AFP
Washington/États-Unis

L'issue de cet affrontement sera lourde de conséquences pour le milliardaire républicain. En même temps qu'elle constituera un test pour les institutions démocratiques américaines.

"PERSONNE n'est au-dessus des lois, même le président Trump": les démocrates du Congrès ont affiché hier leur détermination face au président des États-Unis qui, sous la menace d'une procédure de destitution, a choisi l'affrontement maximal.

L'issue du clash constitutionnel qui démarre sera lourde de conséquences pour le milliardaire républicain, mais constituera aussi un test pour les institutions démocratiques américaines.

La stratégie de la Maison Blanche est claire : bloquer toutes les demandes, tenter de convaincre l'électorat républicain que la procédure en cours n'est qu'une basse manœuvre politique et se servir de cette dernière pour galvaniser les troupes pour l'élection de 2020.

"Les démocrates-qui-ne-font-rien sont obsédés par une seule chose : nuire au parti républicain et au président", a tweeté Donald Trump hier matin. "La bonne nouvelle, c'est que NOUS ALLONS GAGNER!!!!". Dans un courrier de huit pages aux accents plus

politiques que juridiques, l'avocat de la présidence Pat Cipollone, a informé mardi le Congrès que l'administration Trump ne participerait pas à une enquête "partisane et anti-constitutionnelle".

Pour le chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, Steny Hoyer, qui a rappelé que "personne n'était au-dessus des lois", cette missive ne change rien au fond du dossier.

"Les Américains méritent de connaître les faits et la Chambre ne relâchera pas ses efforts pour mettre en lumière la conduite du président", a-t-il écrit.

L'"impeachment" est avant tout affaire de volonté politique et la perception dans l'opinion publique de la procédure jouera un rôle crucial dans les semaines à venir.

Les démocrates, qui ont souvent des difficultés à trouver le bon ton, ou la bonne stratégie face au style résolument provocateur de Donald Trump, s'efforcent de démontrer que l'affaire ukrainienne est de nature différente des scandales qui ont jusqu'ici éclaboussé sa présidence.

Le point de départ est simple : un échange téléphonique, au cœur de l'été, entre le président des États-Unis et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky au cours duquel M. Trump lui a demandé de chercher des informations compromettantes sur son rival Joe



Photo : AFP

Le président Donald Trump semble avoir fait le choix de l'affrontement maximal avec les démocrates qui ont initié une procédure de destitution à son encontre.

Biden.

LANCEUR D'ALERTE DANS LE VISEUR• Empêcher le Congrès d'avancer dans son enquête pourrait constituer une entrave à la justice, rappellent-ils par ailleurs, soulignant que cela avait été l'un des trois motifs de destitution retenus à l'encontre du président Richard Nixon en 1974, avant sa démission. La première salve a été tirée mardi par la Maison Blanche qui a interdit à l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne Gordon Sondland, un "acteur-clé" dans l'affaire ukrainienne, de témoigner devant les élus. Les chefs démocrates des commissions chargées des investigations ont immé-

diatement riposté en lui adressant une injonction exigeant qu'il témoigne le 16 octobre et présente des documents que le département d'État refuse de livrer.

Les élus espèrent par ailleurs entendre demain l'ancienne ambassadrice des États-Unis à Kiev, Marie Yovanovitch, que Donald Trump avait critiquée lors de l'appel. Pour l'heure, Donald Trump accentue ses attaques contre le lanceur d'alerte - dont l'identité est tenue secrète - dans l'espoir de le décrédibiliser. N'ayant pas assisté à l'appel, ce dernier s'est basé sur les témoignages de personnes présentes, dont un responsable de la Mai-

son Blanche "visiblement sous le choc", qui avait décrit un échange "fou" et "effrayant", d'après des extraits de ses premières notes publiées par des médias américains.

"L'avocat du lanceur d'alerte est un gros démocrate. Le lanceur d'alerte a des liens avec l'un de mes opposants démocrates", a tweeté Donald Trump, appelant ce dernier à "s'excuser" et les élus à mettre fin à leur auditions "ridicules". Le président américain qui retrouvera cette fin de semaine les estrades de campagne - ce jeudi dans le Minnesota et demain en Louisiane - devrait avoir l'occasion de tester son message devant des foules toutes acquises à sa cause.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. frappes américaines : au moins 30 civils tués en mai dernier**

Au moins 30 civils ont été tués en mai dernier dans des frappes américaines contre des supposés laboratoires de drogue des talibans dans l'ouest de l'Afghanistan, selon un rapport des Nations unies publié hier et aussitôt contesté par l'armée américaine.

• **Allemagne/Fusillade. Deux morts dans une tentative d'assaut contre une synagogue**



Photo : AFP

Au moins deux personnes ont été tuées hier en pleine rue à Halle, dans l'est de l'Allemagne, dans une attaque visant, en plein Yom Kippour, une synagogue puis un restaurant turc, et dont un des auteurs présumés aurait été interpellé.

• **France/Attentat. Un rassemblement polémique interdit**

Un rassemblement polémique, prévu ce jeudi en banlieue parisienne, pour "rétablir la vérité" sur l'auteur de la tuerie de la préfecture de police de Paris, va être interdit, a annoncé hier le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner, qui dénonce une "infamie".

• **Pologne/Législatives. Les hésitations de Walesa**



Photo : DR

L'ex-président polonais Lech Walesa a choqué ses compatriotes ces derniers jours en retirant son appui au principal parti d'opposition pour les législatives et en qualifiant de "traître" Kornel Morawiecki, opposant anti-communiste radical et père du Premier ministre actuel.

• **Russie/Politique. La pression monte sur l'opposant n°1 à Poutine**

Les autorités russes ont porté hier un nouveau coup au principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny, en classant son organisation anticorruption comme "agent de l'étranger", une mesure qui la soumet à une surveillance accrue.

Turquie/Conflit

Ankara lance son offensive contre une milice kurde en Syrie

AFP
Ras Al-Ain/Syrie

LA Turquie a lancé hier une offensive dans le nord-est de la Syrie contre une milice kurde soutenue par les Occidentaux dans la lutte antijihadiste, après que le président américain Donald Trump a paru laisser le champ libre à Ankara.

L'aviation et l'artillerie turques bombardaient en début de soirée les positions des Unités de protection du peuple (YPG) à Ras al-Aïn et Tal Abyad, deux localités du nord-est de la Syrie proches de la frontière turque, selon les médias turcs et une ONG.

Les forces kurdes ont annoncé la mort de deux "civils" dans les raids turcs.

L'annonce du début de l'offensive a été faite par le président turc Recep Tayyip Erdogan, plus que jamais déterminé à éloigner de la frontière turque

cette milice qu'Ankara considère comme "terroriste" en raison de ses liens avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Les Forces armées turques et l'Armée nationale syrienne (des rebelles syriens soutenus par Ankara, NDLR) ont débuté l'opération "Source de paix" dans le nord de la Syrie", a annoncé M. Erdogan sur Twitter.

Cette opération vise, selon lui, "les terroristes des YPG et de Daech" (acronyme arabe du groupe Etat islamique) et a pour objectif de mettre en place une "zone de sécurité" destinée à séparer la frontière turque des positions kurdes et accueillir des réfugiés.

"MOBILISATION GENERALE"• Cette offensive, que la Turquie menaçait depuis plusieurs mois de lancer, est la troisième d'Ankara en Syrie depuis 2016. Elle ouvre un nou-

veau front dans un conflit qui a fait plus de 370 000 morts et des millions de déplacés depuis 2011.

Le président américain Donald Trump a semblé donner son feu vert dimanche à une telle opération avant de nuancer ses propos et d'assurer que Washington n'avait "pas abandonné les Kurdes", qui ont joué un rôle crucial dans la défaite militaire de l'EI.

Si les Occidentaux louent le rôle des YPG dans la bataille contre l'EI, Ankara considère ces combattants kurdes comme une menace à sa sécurité en raison de leurs liens avec le PKK, qui livre une guérilla sur le sol turc.

Quelques heures avant le début de l'offensive, les Kurdes de Syrie, confrontés aux atterroissements de leur allié américain, avaient décrété une "mobilisation générale" des habitants, tout en appelant Moscou à intervenir pour faciliter un



Photo : AFP

De la fumée et deux victimes après les premiers bombardements de l'aviation et de l'artillerie turques.

dialogue avec le régime de Damas.

Le déclenchement de l'offensive a été fermement condamné par plusieurs pays qui craignent un chaos susceptible de donner une chance de rebond aux éléments dispersés de l'EI et qui plonge dans l'incertitude le sort des jihadistes prisonniers des YPG. Le porte-parole de M. Erdogan, Ibrahim Kalin, a lui

appelé les pays européens à "reprendre" leurs ressortissants ayant intégré les rangs de l'EI et aujourd'hui détenus par les forces kurdes.

Longtemps marginalisés et victimes des discriminations du pouvoir central, les Kurdes ont réussi à instaurer une autonomie de facto à la faveur du conflit qui ravage la Syrie depuis 2011.